

En matière de gestion migratoire
comme dans toute question de gouvernance,
l'exigence de vérité se heurte aux principes
de simplification et de transparence

Qu'ils concernent la question de la migration, de l'immigration ou un tout autre sujet, le débat politique et la gouvernance s'inscrivent en permanence dans un dynamique où s'entremêlent vérité et mensonge. En partenariat avec l'asbl Humain Philosophe, le CRILUX (Centre Régional d'Intégration de la province de Luxembourg) a mis sur pied une conférence autour de cette question de la vérité en politique. Et c'est à François De Smet, docteur en philosophie et directeur du Centre fédéral Migration Myria, que les deux opérateurs ont tout naturellement confié la mission de dénouer les fils de cette question cruciale : « *Peut-on gouverner aujourd'hui selon la vérité ?* »

La vérité comme critère de gouvernance, la tendance actuelle fait de plus en plus de cet axiome un facteur incontournable de la politique. Entre les appels à la transparence et la multiplication des affaires et scandales, la classe politique est sans cesse ballotée et remise en question. François De Smet l'établit d'emblée : pour lui, si on pouvait gouverner sur base de la vérité il y a quelques années, ce n'est plus le cas aujourd'hui. Car, de nos jours, le rapport à la vérité a fondamentalement changé. La négociation avec la vérité n'existe plus, c'est vrai ou c'est faux.

L'exigence de simplicité

Il existe désormais, dans les faits, une profonde exigence de vérité dans l'action publique. Et, en même temps, on peut observer, dans les démocraties, l'émergence d'un populisme qui se définit par un « langage de vérité ». « *Des dirigeants comme Donald Trump ou Theo Francken prétendent dire ce qu'ils font et faire ce qu'ils disent, analyse l'intervenant. Quelqu'un comme notre secrétaire d'État à l'Asile et aux Migrations ne présente aucune différence entre ce qu'il dit, ce qu'il fait et ce qu'il pense. Mais sa spécificité, c'est que la vérité qu'il donne n'est qu'une partie de la vérité.* »

Et François De Smet d'ajouter : « Avec lui, la politique migratoire est décrite de manière cash. Parler de renvoyer les migrants est une vision à court terme des choses. Se replier contre la migration avec une population apeurée n'est qu'une part de la vérité momentanée. » Pour étayer son propos, le directeur de Myria dégage un argument choc. « Depuis 2015, il y a plus de gens qui meurent en Europe que de gens qui y naissent. Sans immigration, on serait donc en déficit démographique depuis trois ans. Comment paiera-t-on les pensions de retraite dans vingt ou trente ans ? C'est une question d'intérêt économique à prendre en compte, en dehors de la question morale de l'accueil des migrants. »

Pour l'intervenant, la complexité des enjeux se heurte, en fait, à l'exigence de simplicité inhérente à la vérité. On est dans un monde où l'immédiateté et la simplification du discours priment. Des acteurs politiques comme Donald Trump et Theo Francken communiquent par tweets. D'où la question politique fondamentale : la vérité est-elle un principe politique viable ? Et existe-t-il d'ailleurs toujours « une » vérité possible ?

La dictature de la transparence

Selon François De Smet, les nouveaux médias comme Internet peuvent renforcer quelqu'un dans n'importe quelle conviction, quelle qu'elle soit. À ce phénomène s'ajoute le fait qu'il y a une impossibilité fondamentale chez l'être humain de voir deux événements survenir, sans tenter d'établir des liens de causalité entre eux. L'exigence de sens est propre à l'humanité entière. Et, en politique comme dans d'autres sphères, il y a une opposition aujourd'hui entre la transparence qui est considérée comme bénéfique et l'opacité qui est jugée comme mortifère. La transparence (des élus, de l'administration, etc.) est passée de moyen à valeur en soi. Dans ce paysage public, la justice a un statut particulier. Son fonctionnement doit être visible et il y a son corollaire : le secret du délibéré. Mais, à ce niveau, aujourd'hui, tout doit être motivé.

Dans le même registre, il y a une intériorisation d'un devoir de transparence par le citoyen, transparence qui est désormais associées aux notions d'honnêteté et de vertu. L'origine de cet appétit de l'Occident pour la transparence, le directeur de

Myria l'associe à un schéma du contrat qui consiste à protéger les hommes les uns des autres. Et le contrat social établit la rencontre entre l'État et la garantie des libertés individuelles, opérant une réconciliation supposée entre le gouvernement et le peuple. Il y a une sorte de pensée que la transparence garantit la démocratie.

Actuellement, l'exigence de transparence et de vérité a débordé du champ politique et administratif vers les médias, mais il ne faut pas oublier que, parmi ces derniers, il y a aussi, entre autres, les journaux à sensation qui vivent et prospèrent par le mensonge. Ou les récits qui établissent une liaison très contemporaine entre l'exhibitionnisme de l'auteur et le voyeurisme du public. De même, l'étalement de la vie privée sur les réseaux sociaux est très régulièrement dénoncée, mais, en réalité, le grand public s'en accommode très bien.

Dominique Watrin